

Mur « anti-migrants » dans les Hautes-Pyrénées : « Les résidents ont peur de la dévaluation de leurs biens immobiliers »

écrit par Agnes | 25 juillet 2017

Ils ont utilisé les grands moyens. A Séméac dans les Hautes-Pyrénées, un collectif de riverains a construit un mur de 18 mètres de long et de 1,80 m de hauteur, dans la nuit du dimanche 23 au lundi 24 juillet, pour condamner l'accès à un futur centre d'accueil pour migrants. Objectif de cette opération coup de poing, menée par les membres du « collectif Séméac » : signifier leur mécontentement face à l'ouverture d'un centre qui doit accueillir, courant août, 85 migrants dans un ancien hôtel Formule 1 dans un quartier résidentiel dans la banlieue de Tarbes.

Cet hôtel, appartenant au groupe AccorHotels, fait partie des 62 établissements premier prix de l'enseigne rachetés par la SNI (filiale de la Caisse des dépôts) pour devenir des structures d'hébergement et d'accueil, gérées par Adoma (ex-Sonacotra). Les membres du collectif dénoncent le choix de l'emplacement du centre, situé dans un quartier résidentiel, mais aussi le manque de concertation avec les collectivités locales pour la mise en place de la politique migratoire nationale.

Un collectif soutenu par la mairie

Le collectif de riverains, tout comme la mairie, tiennent toutefois à préciser qu'ils ne sont pas opposés à l'accueil de migrants. « On est favorables à l'accueil de migrants sur notre commune, explique à franceinfo le premier adjoint au maire Philippe Baubay. Mais pas dans ces conditions. » Il déplore que la mairie ait « été mise devant le fait accompli, sans aucune concertation ».

Il souligne que « la localisation est hors de toute structure, à plus d'un kilomètre du centre du bourg, sans aucun bus ». Le député LREM Jean-Bernard Sempastous regrette aussi qu'il n'y ait aucune animation autour du bâtiment, et souhaiterait rapprocher les migrants du centre. Mais un responsable du collectif admet aussi que « les résidents ont peur de la dévaluation de leurs biens immobiliers ».

Le « collectif Séméac », la mairie et le député s'accordent également quant aux

conditions dans lesquelles la commune va pouvoir assurer l'accueil et l'insertion des familles de migrants, avec leurs enfants. Les deux écoles maternelles et deux écoles primaires « ne sont pas adaptées aujourd'hui pour les accueillir », estime Jean-Bernard Sempastous, qui doit se rendre au ministère de l'Intérieur demain pour trouver une solution.

Un mur construit « en toute légalité »

Le « collectif Séméac » assure avoir érigé le mur « en toute légalité, avec toutes les autorisations nécessaires ». Pour ce faire, il a loué une parcelle de terrain par lequel passe le chemin d'accès à l'hôtel Formule 1, car la servitude de passage n'aurait pas été notifiée, explique un responsable du collectif. Il a ensuite déposé une demande d'autorisation de travaux auprès de la commune, qui l'a validée en seulement 24 heures.

Il appartiendrait maintenant au groupe SNI, nouveau propriétaire des lieux, de faire valoir son droit de passage sur le terrain de son voisin, en tant que parcelle enclavée. « Le temps que la justice soit saisie et intervienne, cela nous fait gagner du temps », raisonne le responsable du collectif Séméac. « On est mobilisés pour mettre fin à cette situation de blocage le plus vite possible et dans les meilleures conditions, précise de son côté la préfecture. Pour le moment, le trouble à l'ordre public n'est pas constitué puisque l'hôtel est vide. »

Jean-Bernard Sempastous, qui savait qu'une opération coup de poing allait avoir lieu, a tout de même été désarçonné en se rendant sur place lundi matin. « Ce qui m'a surpris, c'est surtout la symbolique du mur, ce n'est pas quelque chose de très positif », reconnaît-il. « C'est compliqué, dans le contexte de crise migratoire actuelle il faut bien accueillir ces gens. Ce qu'il nous faut, c'est trouver une solution pour les accueillir au mieux sur notre territoire ».

La remise de clés du bâtiment à Adoma, l'association d'insertion par le logement, qui aura en charge l'accompagnement des migrants une fois installés, doit avoir lieu demain.

http://mobile.francetvinfo.fr/monde/europe/migrants/mur-anti-migrants-dans-les-hautes-pyrenees-les-residents-ont-peur-de-la-devaluation-de-leurs-biens-immobiliers_2298161.html#xtor=AL-79-%5Barticle%5D-%5Bconnexe%5D&xtref=https://fr.yahoo.com/